



Géographe au coeur d'un conflit : Darfour 2004-2006

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Géographe au coeur d'un conflit : Darfour 2004-2006. Le Darfour, Oct 2008, Saint-Dié des Vosges, France. halshs-00592504

HAL Id: halshs-00592504

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00592504>

Submitted on 12 May 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Géographe au coeur d'un conflit : Darfour 2004-2006

par Marc Lavergne,

Directeur de recherche au CNRS, conseiller de l'ONG MSF-France (octobre-novembre 2004), coordinateur du groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU pour le Darfour (juin-septembre 2006)

Conférence prononcée le 1^{er} octobre 2008 lors du Festival International de Saint-Dié des Vosges

La guerre du Darfour, faillite morale et objet géographique

La guerre du Darfour évoque aujourd'hui, avec la dévastation exécutée sous le regard impavide de la communauté internationale, l'image d'une faillite. Faillite opérationnelle, tant les menaces, les déclarations, les résolutions des Puissances et des plus hautes instances internationales sont restées lettre morte. Mais aussi faillite morale, tant les engagements qu'elles ont pris l'ont été sans intention de mise en œuvre, avec un mélange de cynisme et d'inconscience qui jette le discrédit sur l'intention affichée d'instaurer un ordre international et des normes minimales de comportement aux gouvernements, et de respect de conventions internationales, de responsabilité collective de la part de l'ONU, de l'Union Européenne ou des puissances occidentales prises individuellement ou collectivement. Derrière la prétention de gérer les affaires du monde, de tracer à la barbarie des limites infranchissables, du plus jamais ça, évoqué par Kofi Annan lors du Xème anniversaire du génocide rwandais de mai 1994, alors que se déroulait le massacre des villageois du Darfour, transparait aujourd'hui un déclin de l'occident qui n'est pas sans résonner avec la faillite financière dont le monde est frappé aujourd'hui : même inconséquence, même primat du court terme sur le long terme et des intérêts égoïstes sur les intérêts collectifs. La crise du Darfour nous montre elle aussi que les discours incantatoires sur le développement durable, sur la gouvernance censés permettre à l'humanité de reprendre son chemin vers la paix et le progrès, ne sont qu'applications cosmétiques sur une réalité bien plus sombre.

Cette conférence a donc pour objet non pas de revenir sur le fil des événements, mais de tenter de mettre le doigt sur les ingrédients de cette faillite de la « communauté internationale » et d'esquisser les conséquences que cette faillite risque d'entraîner, ou entraîne déjà, bien au-delà des frontières du darfour.

Cette crise est tout d'abord, un objet géographique par excellence. Cette guerre se déroule sur un espace, clairement identifié, qui forme un territoire, lieu d'exercice d'usages et de pouvoirs, depuis un passé lointain, et objet d'une compétition entre des groupes humains, tantôt concurrents pour l'accès aux ressources, tantôt complémentaires. A cette configuration locale et régionale se superposent des enjeux nationaux, avec d'autres acteurs et d'autres enjeux, dont les stratégies et les logiques obéissent en dernière instance à des positionnements ou des combats planétaires, sous l'égide de la mondialisation et de l'émergence de nouvelles puissances. Interaction complexe et mouvante d'intérêts dont la maîtrise semble parfois avoir échappé, par négligence ou par ignorance, à certains intervenants : l'efficacité des interventions, aussi puissamment financées et organisées soient-elles, dépend à notre avis d'abord de la maîtrise des différents paramètres du conflit.

I – Une guerre aux enjeux locaux

La crise du Darfour a été présentée comme le résultat d'une crise des subsistances : le déséquilibre croissant entre la démographie et les ressources du terroir auraient entraîné de façon mécanique un affrontement entre groupes rivaux, et l'agression des nomades, par essence mobiles et guerriers, sur les villages des pacifiques sédentaires.

Certes, le Darfour fait partie de la ceinture soudano-sahélienne, entre le Sahara au Nord et la zone de la steppe à acacias, puis à baobabs, au Sud. Mais, dans cette situation entre les latitudes 20 et 12 Nord, le Darfour jouit d'une particularité enviable : il est en effet centré autour d'un massif montagneux, volcanique, véritable chaîne des puys méridienne, sur 300 km, qui culmine à plus de 3000 m d'altitude, le jebel Marra. Ce qui en fait un château d'eau, avec des précipitations qui atteignent 1000 mm par an au sommet en moyenne : des rivières temporaires, tantôt larges rubans de sable entre des couloirs de verdure, tantôt véritables fleuves roulant des flots impétueux, divergent en direction du bassin du lac Tchad au S-E, vers le Sahara et la vallée du Nil au Nord et à l'Ouest. Certes, ces cours d'eau ne sont alimentés que de juin à octobre. Mais leurs inféoflux permettent des cultures irriguées sur leurs rives, et également d'abreuver les troupeaux de bétail qui transhumant du Nord au Sud de la région. Sur les flancs de la montagne s'étagent des cultures réputées et exportées à distance, comme le tabac à chiquer, les agrumes ou les pastèques. La région, bien qu'éloignée des centres de consommation, est donc un exportateur traditionnel de produits agricoles non périssables, et de bétail, en direction des marchés du centre du pays ou de la péninsule arabique pour les bovins et les ovins, et de l'Égypte à travers le désert pour les chameaux de boucherie.

Croissance démographique et stagnation économique

Certes, la population de la région est passée de 300 000 habitants en 1900 à 7 millions aujourd'hui : elle a donc été multipliée par vingt au cours du XX^e siècle. En apparence donc, la crise du Darfour semble être une « crise des ciseaux », où la hausse de la population croise la stagnation des ressources. Mais cette stagnation durant un siècle n'est que la conséquence d'une politique coloniale, puis post-coloniale, de marginalisation active au sein de l'ensemble national. Les modestes efforts de développement du colonisateur britannique n'ont porté que sur la région centrale du pays, l'entre-deux fleuves où avait été établie la capitale, Khartoum. Croissance fondée sur une culture de rente irriguée à partir des eaux du Nil, le coton, pour répondre à la demande des filatures britanniques, et où les habitants des régions périphériques n'ont participé qu'en tant que fournisseurs de main d'œuvre bon marché, durant la cueillette.

Les potentialités locales ont été délibérément négligées, de même que l'équipement de la province en services et en infrastructures. Le Darfour, terre d'Islam, a été bien plus négligée, y compris après l'indépendance où elle votait en masse pour le grand parti Oumma, détenteur ou associé au pouvoir, que le Sud animiste et chrétien. La première école secondaire y a été ouverte vingt ans après celle de Rumbek, au Sud, et le Darfour n'a pas eu la « chance » d'être livré aux missions chrétiennes, qui ont permis la formation et l'ouverture au monde des élites sudistes depuis les années 40. Par ailleurs, adossée à un Tchad lui-même arrièrecour du domaine colonial français, elle était beaucoup enclavée que le Sud Soudan, ouvert sur les colonies prospères du Kenya et de l'Ouganda, où une partie de ses élites a pu parfaire sa formation.

II – La révolte des marges

La révolte du Darfour s'inscrit dans le contexte de prise de conscience des régions périphériques du Soudan vis-à-vis de leur marginalisation par le pouvoir central d'essence arabo-musulmane mis en place par la colonisation britannique. Ce combat s'est incarné dans le SPLM fondé en 1983, avec pour objectif affiché dans son manifeste non pas la sécession du Sud, mais la reconnaissance de l'égalité de tous les Soudanais face à leur Etat, avec le projet d'arriver à forger une nation arabo-africaine acceptant sa diversité culturelle.

La prise de conscience de la marginalisation n'est certes pas nouvelle, ni au Sud, ni à l'Ouest, ni même à l'Est ou au Nord du Soudan. Mais elle est devenue plus opératoire avec l'ouverture des régions enclavées au monde extérieur, et par l'intrusion du monde extérieur zen leur sein : le Darfour a été en effet ouvert depuis les années 70 vers le pôle de la Libye révolutionnaire, Etat rentier du pétrole qui a attiré des centaines de milliers de jeunes travailleurs. En retour, la Libye, cherchant à bousculer les positions françaises en Afrique centrale, a armé des Légions islamiques qui ont pris la route du Darfour pour prendre à revers les positions françaises au Tchad et parvenir à faire tomber les potentats successifs installés à Ndjamena par la puissance coloniale. Le Darfour est devenu zone de transit, de repli ou de pillage pour les soldats victorieux ou défaits, dont les groupes se délitaiement parfois en bandes au service de tel ou tel groupe politique ou tribal. La prolifération des armes à feu depuis les années 80 a ainsi rendu ingérables les conflits ancestraux pour l'accès aux pâturages ou aux puits, dans un contexte de déficit pluviométrique et de croissance démographique (Johnson).

La conscience de la marginalisation s'est traduite par des prises de position d'une grande maturité politique : non pas la sécession ou la partition, pourtant favorisée par les grandes puissances occidentales, sur le « modèle » yougoslave, mais, à rebours de l'air du temps, une demande de plus d'Etat, d'un Etat fort et impartial, garant de l'équité sociale, arbitre entre les intérêts particuliers des sédentaires ou des nomades, des anciens installés et des nouveaux arrivés, des arabophones ou non-arabophones, des musulmans et non-musulmans. Les Sudistes comme les rebelles du Darfour refusent de réduire leur combat à la revendication régionaliste : les sigles des mouvements déclinent tous une revendication nationale : Mouvement de Libération des peuples du Soudan au Sud, Mouvement de Libération du Soudan au Darfour.

Une revendication d'égalité au sein de l'ensemble soudanais

Il s'agit dans les deux cas de la même revendication d'égalité dans les dotations budgétaires, l'accès à l'instruction, aux services et à la fonction publique, ainsi que de démocratisation au niveau national, beaucoup plus qu'une régionalisation ou une décentralisation illusoires dans un système totalitaire et fondé sur la supériorité supposée d'une culture arabo-musulmane, importée et inventée comme outil de domination, sur les autres..

L'ouverture au monde de ces groupes marginalisés s'est aussi faite par l'éducation à l'étranger de certains cadres privilégiés, par l'émergence de catégories nouvelles comme les commerçants, comme les Zaghawa, anciens nomades reconvertis après la sécheresse de 1984-85 en colporteurs, puis en grands commerçants détenant les clés de l'import-export pour tout le Soudan central, à travers leurs réseaux de contrebande avec la Libye (qui ont supplanté les liens traditionnels des jallaba de la vallée du Nil avec l'Egypte).

Tous ces groupes ont une vision globale du Soudan, mais d'un Soudan différent, d'un New Sudan, selon la phraséologie favorite de John Garang. Ce slogan a fait florès dans tous ces groupes, mais aussi dans de larges secteurs de la population du centre, elle aussi prête à jouer le jeu d'un Etat-nation à forger sur une base égalitaire.

Mais, et l'on est là au cœur des racines du conflit, l'Etat soudanais tel qu'il s'est renforcé au fil des décennies depuis l'indépendance, et tel qu'il est conçu par les détenteurs actuels du pouvoir, est diamétralement opposé à cette vision. Ces membres sont issus d'un petit noyau d'intellectuels appartenant à trois tribus de la vallée du Nil : les Jaaliyin, les Shayqiya et les Danagla. Ces individus sont pétris de l'idée de leur supériorité culturelle sur le reste de la population, ayant été les premiers arabisés et islamisés, et surtout sans doute les premiers touchés par l'influence coloniale britannique. Ils en ont tiré un avantage décisif en termes d'éducation, d'accès à la fonction publique et aux affaires, et sont d'autant plus prêts à défendre ce monopole qu'ils sont sur le déclin, démographiquement et économiquement, par rapport aux autres peuples de cet immense ensemble.

On peut en déduire que l'Etat soudanais actuel est opposé au développement économique et social, si l'on entend par là le progrès partagé plus ou moins équitablement au sein d'un territoire national.

Le Soudan, un Etat rentier confisqué par une minorité privilégiée

En tant qu'Etat rentier et prédateur de ressources naturelles, le pouvoir soudanais ne dépend plus uniquement de l'exploitation de la force de travail de la masse de la population. Celle-ci, par sa croissance numérique et ses revendications croissantes, constitue une menace. La division ethnique constitue un moyen commode pour attiser la concurrence autour de ressources de plus en plus rares. C'est la raison pour laquelle le pouvoir tend à mobiliser un discours raciste, qui lui permet de distinguer de bons Soudanais, ceux qui peuvent être récupérés et associés au pouvoir avec rang de supplétifs, et ceux qui sont a priori hostiles et rêvent d'une nouvelle configuration ethno-sociale (ONG, 2004). Outre cette idéologie raciste en plein développement – mais qui peut encore faire place, lorsque les circonstances l'exigent, à un discours unanimiste de dénonciation de l'Occident, coupable de tous les maux du pays, de l'Afrique, de la nation arabe et de la planète – s'opère un repli concomitant sur des bases ethno centrées, celles des trois tribus de la vallée du Nil dont certains membres ont accaparé le pouvoir depuis l'implantation du pouvoir colonial. Il n'y a là bien entendu aucun discours qui l'admette, tente de le justifier, mais une opinion communément répandue chez l'homme de la rue : les Jaaliyin, tribu du chef de l'Etat, les Chaiqiya, tribu de plusieurs notables de premier rang tels qu'Ali Osman ou Awad el-Jaz, et les Danagla, tribu du Mahdi, de l'ex-dictateur Nimeiri et de tant d'autres, sont les tribus qui, à leurs yeux, sont naturellement les maîtres du pays dont elles ont façonné l'histoire : les hommes politiques, les hauts fonctionnaires, les intellectuels et les hommes d'affaires viennent largement de ces trois groupes et plus largement, quasi exclusivement des tribus riveraines de la vallée du Nil au Nord de Khartoum. Ce qui ne signifie pas qu'elles soient dans leur intégralité composées de privilégiés. Mais par rapport aux autres citoyens, elles constituent le premier cercle, celui qui a un accès facilité, ne serait-ce que pour des raisons de proximité culturelle, et de liens familiaux et claniques, voire confrériques, avec l'administration : elles jouissent d'un accès privilégié aux ressources que sont l'accès à l'armée, les résultats aux examens, le visa d'émigration pour le Golfe... Il n'est que de regarder la télévision nationale pour s'en convaincre : l'image du Soudan à l'extérieur comme à l'intérieur est accaparée par cette minorité qui fut la première exposée aux Egyptiens d'abord, aux Britanniques ensuite. Minorité de collaborateurs, qui se sont accommodés de toutes ces invasions, pour en recueillir les fruits lors de l'indépendance.

Le régime militaro-islamiste de Khartoum n'est qu'une forme de ce pouvoir, simplement durcie devant la menace représentée par la montée des forces périphériques. Le passage à la lutte armée de ces peuples marginalisés a donc des causes profondes, qui mettent en jeu la conception même de l'identité soudanaise, au-delà de problèmes circonstanciels et particuliers à telle ou telle région.

La réaction en apparence disproportionnée de Khartoum à la menace représentée par une poignée de rebelles s'explique mieux : elle reflète la peur permanente d'un pouvoir qui se croit investi d'une mission, est convaincu de sa supériorité civilisationnelle sur ses « nègres » (les *'abid*), et en même temps est désormais perçu comme illégitime par les peuples périphériques qui n'intériorisent plus leur infériorité. Sorte d'émergence d'un Black Power à la soudanaise...

Cette confrontation n'était pas fatale. Certains dirigeants ont commencé à la fin des années 80 à percevoir que l'avenir ne pouvait passer que par une redistribution des cartes ; mais elle est aujourd'hui poussée à son paroxysme par un régime islamiste qui ne vise qu'à se maintenir au pouvoir, et qui n'a que faire de construire une nation, ou un modèle de société. L'économie nationale est désormais fondée sur des rentes, et non plus sur l'exploitation directe des hommes. Qu'il s'agisse de ressources en hydrocarbures ou agro-pastorales, le modèle de développement choisi fait le moins possible appel à la main d'œuvre, à sa formation, et ne vise pas à l'émergence d'une économie sophistiquée.

Le pouvoir a en effet peur du développement intellectuel de la population active, et a systématiquement ruiné l'éducation, qui ne peut que produire, dans son esprit, une contestation dangereuse. Le pouvoir sait très bien ce qu'il en est, puisqu'il est formé pour l'essentiel d'intellectuels formés dans les meilleures universités occidentales, à l'exception des militaires.

Pouvoir contre société : la mondialisation des périphéries

Dans cette conception les hommes en tant que masse biologique ou force de travail, ont perdu toute valeur marchande. N'ayant pas d'intérêt économique, ils peuvent être détruits sans danger : ils ne représentent qu'une menace et un gaspillage de denrées. La guerre civile, dès lors, n'est plus directement orientée contre de petits groupes rebelles, mais contre la population civile, qui dispose encore de biens convoitables : les terres fertiles et l'eau, qui faute de développement économique et social, n'ont pas été « rationnellement » mise en valeur, et que lorgnent les hommes d'affaires au pouvoir. Ce qui a été qualifié de génocide n'est dès lors que la moyen d'un transfert de richesses d'un groupe à un autre : l'objectif n'étant pas de détruire la population, mais surtout de la déraciner physiquement et psychiquement. A l'heure de la mondialisation, et d'une explosion démographique encore mal maîtrisée, c'est-à-dire d'une compétition accrue pour les richesses au niveau planétaire, la vie humaine a perdu toute valeur intrinsèque, et c'est ce que nous enseigne la crise du Darfour, comme de nombreuses autres moins médiatisées.

Au niveau de l'instance politique, soumis ici à l'économique, le maintien de la domination de Khartoum passe par la manipulation d'acteurs locaux. Les janjawid, comme de nombreuses autres milices tribales à travers le pays, ne sont qu'un succédané d'une armée soudanaise débordée ou réticente à semer la désolation dans son propre pays, et en particulier à se battre prioritairement contre des civils sans défense. D'autant plus que les soldats du rang sont issus de ces mêmes contrées marginalisées qu'ils sont appelés à dévaster : un grand nombre des soldats engagés au Sud sont originaires du Darfour, et des communautés les plus pauvres. Certes, l'armée était théoriquement disponible, puisque la crise du Darfour s'est déclenchée durant els négociations de paix de Naivasha, sur la base du protocole d'accord signé en juillet 2002 à Machakos. Mais cette armée, après vingt ans de dévastation stérile, n'avait plus envoi de reprendre le combat sur un autre front. Même pour les officiers, se battre au Darfour avait une autre signification que se battre dans un Sud dont l'extranéité saute aux yeux : c'était porter la guerre au cœur de la formation sociale nord-soudanaise, tant le Darfour est perçu comme une province certes périphérique, mais musulmane, et liée à l'ensemble de la bande sahélienne par l'histoire et la géographie.

La manipulation des identités

C'est donc en manipulant les notions de solidarité panarabe et panislamique que le gouvernement a mobilisé les janjawid : en réalité, la difficulté n'était pas de mobiliser ces pasteurs nomades, guerriers par profession, et crève-la-faim fragilisés par la dégradation de l'environnement et du climat : il suffisait pour cela de les équiper, de les vêtir (l'uniforme a un aspect psychologique essentiel, tant pour les agresseurs que pour les victimes) et de les rémunérer. Ce fut la tâche de la Sécurité militaire, théoricienne et première responsable de cette répression et de ces atrocités, que de fournir une justification morale et psychologique à la politique de la terre brûlée à laquelle ils étaient conviés.

L'« arabité » supposée de ces tribus fut donc mise en exergue, pour la première fois dans l'histoire, et à la grande surprise des intéressés, portés au rang de défenseurs de la nation arabe et de l'Oumma, eux qui n'ont aucune référence commune avec des drames comme celui des peuples palestinien ou irakien, qui n'ont pas été affectés par la colonisation, sinon par la négligence de celle-ci, et qui sont d'un point de vue religieux ignorants de toute autre dimension spirituelle que de vagues références à des préceptes élémentaires, souvent inapplicables dans leurs conditions de vie, et dépourvus de toute instruction et de toute guidance. Cette élévation soudaine du rang de parias à celui de dominants a été accompagnée du rabaissement des tribus désignées comme victimes à un rang infra-humain. Le rappel de termes tombés en désuétude, comme 'abid, rappelant le temps de l'esclavage, où il était appliqué à d'autres populations qu'aux Zurug, les Fours, doté désormais d'une connotation péjorative, viennent justifier le déplacement forcé de peuples considérés comme usurpateurs, et la transgression de tous les tabous en vigueur, en matière le respect de la vie humaine, ou de codes moraux, sociaux et juridiques afférant à l'acte de piller, de détruire ou de tuer, ainsi qu'au viol des femmes. Ces transgressions des tabous, cette légitimation des atrocités, ont un objectif très pratique, celui de libérer les pulsions et d'encourager les agresseurs à assouvir leurs besoins de terres, d'accès aux pâturages et à l'eau, en un mot d'accéder à une meilleure et plus sûre.

Atomiser pour régner

Mais on peut se demander, à la lumière encore une fois des pratiques constantes de ce régime, si la dégradation morale de la victime qui est recherchée – dégradation qui s'applique non seulement à la femme violée, mais d'abord à son mari incapable de la protéger, et à tous les mâles incapables de défendre l'honneur la tribu – ne vise pas également à désagréger les structures mentales de l'agresseur : en tant qu'individu, déraciné de ses schémas de hiérarchie, de morale et d'honneur, mais aussi en tant que groupe humain : la transgression des tabous par les jeunes équipés d'armes automatiques, ne respectant plus aucun code de guerre, d'honneur, plus aucune des lois de la vie au désert, est aussi transgression du pouvoir et de l'autorité morale des Anciens. Comme sous la Révolution française, ce pouvoir « jacobin » s'attache à briser systématiquement toutes les structures intermédiaires, fussent-elles amies, comme les confréries ou les chefferies tribales, qui pourraient faire écran entre le pouvoir et l'individu.

La contre-insurrection, pare-feu à la chute du régime

Dans un autre registre, le choix d'une répression disproportionnée avec la menace concrète répond à une autre volonté : celle de donner une leçon sans appel non seulement à l'ensemble

de la population du Darfour, mais à l'ensemble des Soudanais, et sans doute également un avertissement aux pays voisins et aux gouvernements occidentaux.

A l'heure où le gouvernement soudanais était contraint, dans la foulée du 11 septembre, de se plier à des négociations de paix sérieuses avec le mouvement rebelle du Sud-Soudan sous la pression de l'administration américaine, le message était le suivant : « nous sommes obligés de faire des concessions à la fois financières et politiques à un groupe rebelle, le SPLA. Ces concessions ne doivent pas être prises pour un aveu de faiblesse annonçant l'avènement de la liberté et de la démocratie. Les Occidentaux qui sont ici n'y resteront pas éternellement, et leur intérêt pour le Soudan s'estompera avec d'autres préoccupations. Et alors nous réglerons les comptes, d'autant que nous détenons désormais le pétrole, et que celui-ci parle un langage que les Occidentaux comprennent ». La crise du Darfour a donc été déclenchée par le gouvernement, après moult débats entre tenants d'une ligne conciliatrice, celle des partisans de la paix au Sud et de la construction sincère d'un avenir commun sur des bases renouvelées, telles que l'envisageaient Ali Osman Mohamed Taha d'un côté et John Garang de l'autre, et ceux qui craignaient de perdre leur position, voire pire, leur liberté ou leur vie, dans ce rapprochement : l'armée menacée de perdre ses privilèges et ses prébendes avec la paix, l'appareil de sécurité civil et militaire, responsable de tous les crimes et atrocités commis au Soudan depuis 1989, et de l'implication directe du Soudan dans le terrorisme international à fondement islamiste dans le monde depuis cette date.

Le SPLA, soucieux de préserver les acquis inespérés de Naivasha, et peu désireux de partager le gâteau avec les gens du Darfour, ne fit rien pour éviter la crise ou pour soutenir les rebelles du Darfour, qui pourtant, se réclamaient ouvertement de l'idéologie du New Sudan de John Garang. Les Occidentaux, au courant, grâce à leurs services de renseignement, systèmes d'écoute, et à leurs satellites-espions, depuis le premier bombardement aérien et la première attaque de Janjawid, firent la sourde oreille aux demandes des représentants de la rébellion d'être associés aux négociations. Pour eux, la question du Darfour serait réglée par le traité de paix entre le gouvernement central et la SPLA. C'était une affaire de quelques mois tout au plus. Ce traité de paix devait, dans leur esprit, aboutir à une dissolution du régime islamiste dans la démocratie, par l'effet délétère de la présence en son sein d'éléments sudistes¹. Quant au général Al-Bachir, approché par la rébellion en gestation du Darfour, il répondit aux demandes d'inclusion dans le processus de Naivasha : « Si vous voulez obtenir quoi que ce soit de nous, faites comme les Sudistes, prenez les armes ».

La répression au Darfour, dans sa violence outrancière, est donc également et peut-être d'abord, non seulement une réaction de peur face à la menace de la contagion, de la chute du régime, et du démembrement du Soudan, et au-delà de la volonté de saisir l'occasion pour régler au fond un problème de revendication quant à la nature même de l'Etat et de la construction de la nation, un message envoyé aux voisins du Soudan et aux puissances assemblées au-dessus du berceau de Naivasha.

III – La faillite de l'Occident

Incompréhension et incompétence

Le moins que l'on puisse dire est que l'Occident n'a pas entendu le message, ou ne l'a pas perçu comme préoccupant.

¹ Cette information constante, complète et en temps réel des puissances occidentales, sur le déroulement de la crise du Darfour, suggère quelques questions embarrassantes sur leur laisser-faire, sur leurs demandes d'informations, et sur l'appel à des enquêtes inutiles par des « experts » ou des « inspecteurs », de tous poils, voire sur leur abstention de tout soutien aux travaux de la CPI.

Ecartons d'emblée la réponse humanitaire. Il a fallu attendre la fin des opérations de déplacement du gouvernement, soit le mois d'avril 2004, un an après le début de la crise, pour qu'un cessez-le-feu humanitaire soit signé à Ndjamena entre le gouvernement et des groupes rebelles. Et c'est dans les mois qui suivirent que le gouvernement, aux prises avec les difficultés et le coût de la gestion de 2, 5 millions de déplacés – à l'époque – ouvrit toutes grandes les portes du Darfour aux agences humanitaires, et aux ONG qui n'en sont bien souvent que les opérateurs.

Cette bonne volonté du gouvernement soudanais n'a pas assez retenu l'attention de ses bénéficiaires et des observateurs en général. L'explication de ce comportement paradoxal en apparence tient dans le fait que le but du gouvernement n'était pas d'éliminer la population, mais simplement de la chasser de ses terres, pour retirer tout soutien aux rebelles, et de la placer sous son contrôle aux abords des grandes villes. L'idée étant ensuite de faciliter la redistribution des terres au profit des groupes tribaux loyaux et des soutiens du régime. Mais il ne faut pas oublier la dimension purement financière de cette aide : si le gouvernement, par la voix d'Omer el-Béchir, prétend que sur 2 milliards de dollars d'aide, 100 000 seulement sont allés aux victimes, il oublie de préciser que le reste est allé gonfler les comptes en banque des dirigeants et a de ce fait augmenté considérablement, sur place comme à Khartoum, le nombre d'acteurs bénéficiaires de la crise.

Les ONG ont elles-mêmes beaucoup tardé à réagir : même si l'accès au terrain leur était interdit (sauf à trois d'entre elles, présentes sur place avant le déclenchement de la crise), elles n'ont pas pris la mesure de la gravité de la situation. C'est de l'ONU qu'est venue, en réalité l'alerte : non pas de la machine onusienne, mais d'individus courageux, comme Moshé Kapila, qui ont payé leur courage de leur éviction. Cette prise de parole a entraîné un intérêt de la part des médias, qui ont popularisé la cause du Darfour et entraîné les ONG dans leur sillage, en leur permettant de faire vibrer la fibre compassionnelle sur un registre bien connu : camps de déplacés, enfants faméliques...qui ne correspondait que de façon partielle à la réalité du terrain, et surtout faisait totalement l'impasse sur la dimension politique du conflit. Le succès et le bénéfice humanitaire d'une cause sont en effet inversement proportionnels à sa dimension politique. Autant la souffrance est rassembleuse lorsqu'elle distingue clairement des figures de méchant et de gentil, autant elle est peu payante dès lors qu'elle met en exergue un clivage religieux ou politique...

La vraie nature de la mobilisation humanitaire

L'ampleur prise par la mobilisation humanitaire, à partir du printemps 2004, est donc le résultat d'un accès des médias, qui ont contraint les hommes politiques à se prononcer sur cette crise, puis à faire le voyage du Darfour, durant tout l'été 2004, profitant du vide politique propre à cette saison. Cet engouement sans prise sur la situation de terrain durera jusqu'au tsunami de décembre.

Mais il aura deux conséquences :

D'un côté une mobilisation humanitaire sans précédent : 14 000 agents déployés sur le terrain, relevant de plus de 80 ONG et 12 agences de l'ONU ; l'ensemble du Darfour est désormais accessible et couvert, même si les escarmouches et la violence quotidienne autour des camps se poursuivent. Et les humanitaires s'acquitteront remarquablement de leur tâche, dans l'ensemble, parvenant à stabiliser la situation en termes de fourniture de vivres et d'eau potable, de soins médicaux et même de scolarisation aux déplacés cantonnés dans les camps

D'un autre côté, une mobilisation d'un genre très différent, celle de lobbyistes « droit-de-l'homme », qui lancent campagne sur campagne pour dénoncer le régime de Khartoum. La grande différence est que ces militants autoproclamés de la cause du Darfour sont d'autant plus vociférants qu'ils ignorent tout de la situation sur place, et qu'ils s'inventent un Darfour

imaginaire dans lequel ils inscrivent leur propre combat. Combat contre un supposé génocide, une supposée famine, combat contre les viols, les tortures, contre la barbarie, et finalement contre l'Islam, voire à mots couverts contre le monde arabe.

Ces justiciers à l'échelle planétaire (acteurs de cinéma, chanteurs, intellectuels en vogue, éditorialistes toujours en quête d'une cause morale, parfois hommes politiques, et quelques ex-humanitaires au rencart) font assaut de propositions saugrenues, et de solutions radicales : pourquoi ne pas envoyer une armée européenne, ouvrir des corridors humanitaires, ouvrir la chasse aux dirigeants coupables de ce « génocide » et les traîner devant les tribunaux internationaux ?

Les solutions simples et radicales sont toujours les plus séduisantes. Elles ont l'oreille des médias, surtout quand ceux qui les émettent en sont issus ou proches. Et l'angle d'attaque qui fait de la crise du Darfour une répétition du crime majeur de la Shoah, par l'entremise du génocide des Tutsis rwandais dont on célèbre discrètement le 10^e anniversaire en avril 2004, sur l'air de « plus jamais ça », engendre un sentiment de co-responsabilité en piqure de rappel du crime fondateur.

Malheureusement, le tam-tam des « droits-de-l'hommes », Urgence Darfour en tête pour la France², obscurcit la lecture politique de la situation, non seulement chez les journalistes, mais aussi auprès des responsables politiques. Malheur à qui voudrait poser des questions, dénoncer les erreurs et les a peu près, appeler à la réflexion et à l'information, dans l'atmosphère d'hystérie et stérile qui règne.

Du côté des politiques, qui tantôt évitent d'être pris en otages par les batteurs d'estrade, tantôt enfourchent la cause le temps où elle demeure porteuse, l'embarras est patent : peut-on se fâcher avec Khartoum alors que les entreprises emportent là-bas des contrats nécessaires à leur survie ? Peut-on critiquer sans discernement les Chinois, qui ne font que reprendre en Afrique les traditions occidentales de pillage des richesses ? Peut-on ne condamner le commerce des armes que lorsque l'on n'en est pas soi-même bénéficiaire ? Dans les affaires soudanaises, la Françafrique pèse bien plus lourd qu'on ne le croit ; l'affaire Carlos, entre autres, n'a pas livré tous ses secrets. Le droit de l'homme a ses règles, ses buts, qui n'ont en l'occurrence ni efficacité ni même projet concernant le Darfour. Leur combat est en France, il se situe en termes de parts de marché et d'audience rentabilisable sous forme de lobbying, de postes, d'influence monnayable, et non pas de soulagement des victimes naguère encore inconnues, et découvertes le temps d'une campagne.

Incompétence ou faux-semblants ?

Leur considération pour le problème du Darfour est aussi peu informée que celle des autres parties qui se sont penchées sur le problème : membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, Union Européenne, Union Africaine, ONU, OTAN... Il ne s'agit là pas tant d'un défaut d'expertise sur la problématique proprement darfourienne, somme toute secondaire, mais de la compréhension de la nature du régime de Khartoum, c'est-à-dire de la méconnaissance de son histoire, de sa composition, de son mode de fonctionnement et de son projet stratégique. Incapable de comprendre les buts de guerre de Khartoum, l'ONU par exemple s'abstiendra de s'interroger sur les raisons de cette contre-insurrection d'une ampleur irraisonnée en apparence, et ne s'offusquera pas de ce que le régime de Khartoum n'applique pas ses promesses réitérées de permettre aux déplacés de rentrer chez eux, de désarmer les janjawid, en préalable à un accord de paix qui permettrait non seulement le

² Epigone de Save the Darfur du consternant George Clooney et d'une brochette d'acteurs hollywoodiens en mal de publicité, de supplément d'âme et d'exemption d'impôts. Mais il ne faudrait pas oublier des officines telles que « Sauvez le Darfour » ou « SOS Darfour », dans lesquelles il conviendrait de remplacer le nom du Darfour par celui de leur figure de proue.

retour à la situation d'avant guerre, mais aussi de discuter sérieusement des revendications des rebelles. Cette incapacité à concevoir la complexité de la situation politique soudanaise contraste nettement avec la connaissance fine de l'équation politique occidentale des dirigeants de Khartoum. Ceux-ci ont fait leurs études, souvent brillantes, en Europe ou en Amérique du Nord ; leurs enfants leur y succèdent, leurs épouses y font leur shopping ils y passent leurs vacances, dans les propriétés fastueuses acquises au fil des années, et y veillant sur leurs comptes ne banque amassés pour le jour où... On compte désormais parmi eux les plus grosses fortunes d'Afrique, enrichies d'abord par les trafics, le blanchiment d'argent, puis par leurs propres affaires, au Soudan ou les revenus de leurs placements à l'étranger. Et depuis les années 2000, au montant inconnu, puisque extérieur au budget national, c'est le flot du pétrole qui les abreuve.

Il est donc patent que, malgré sa supériorité technologique, économique, financière et militaire, et peut-être dans un état de déficit de connaissance et de compréhension des mécanismes de fonctionnement et de buts à long terme des pays du Sud., le Nord est en état d'infériorité intellectuelle et stratégique vis-à-vis d'un pays comme le Soudan.

Le déferlement d'aide humanitaire est peut-être un signe d'une volonté de compenser cette incompréhension et cette incapacité à agir sur le cours des événements par une présence symbolique, de la supériorité de l'Occident en termes de conscience et de valeurs de fraternité universelle au niveau en tous cas de la population et de l'opinion publique. Revient la vieille antienne : est-ce que l'aide, au fond, ne soulage pas d'abord le donateur ?

Car cette conscience, ce sentiment de compassion pour autrui masque mal un manque d'intérêt profond pour ce qui se joue au Darfour, comme viendra cruellement l'illustrer la mésaventure de l'Arche de Zoé, pitoyable pantalonnade des instances impliquées, ou qui auraient du l'être. Mésaventure qui est le résultat du défaut d'intérêt et d'information des pouvoirs publics, de dysfonctionnements vite étouffés entre pouvoir civil et militaire, sans doute, mais aussi résultant de l'impact de la désinformation opérée par les mouvements droits-de l'hommes et leurs porte-drapeaux. Et l'on ne s'étonne pas, du coup, de voir les humanitaires conspués dans les camps, dont la population réclame non pas les moyens de survivre, mais ceux de rentrer chez eux et que justice leur soit rendue, de la part de cet Occident triomphant qui sait déployer sa panoplie technologique et opérationnelle à grands frais, mais sans intervenir pour ramener à résipiscence un gouvernement assassin.

Beaucoup de bruit pour rien : l'intervention militaire internationale

Dès l'été 2004, fut décidée la mise sur pied d'une Mission de l'Union Africaine au Darfour (AMIS). Cette jeune et fragile organisation panafricaine fut donc chargée par les Occidentaux, qui ne désiraient pas mettre en danger la vie de leurs hommes sur un terrain aussi marginal, de protéger les observateurs du cessez-le feu humanitaire signé en février 2004 à Ndjamena. 6000 hommes furent finalement déployés, en provenance de 12 pays africains, sur huit « sector commands ». Cette opération apparut rapidement aux yeux des Darfouriens comme une cruelle mascarade. Non seulement les soldats n'avaient aucune compétence militaire, aucune connaissance du terrain ni des matériels, mais en plus ils n'étaient pour la plupart pas payés. Seul le contingent sud-africain était payé sur les deniers nationaux, les autres dépendaient de la subvention européenne, qui était détournée d'abord au niveau des responsables de l'UA à Addis-Abeba, puis des gouvernements nationaux et des officiers ; les soldats se trouvèrent vite réduits à vivre d'expédients et de trafics. La population des camps de déplacés n'était pas protégée contre les attaques des janjawid en maraude, non plus que les convois des commerçants s'aventurant d'une ville à l'autre. Les bulletins quotidiens de l'AMIS portaient rituellement le sigle NSTR (Nothing Special To Report) et débarquaient au mieux au lendemain des attaques, ce qui laissait supposer une collusion entre responsables

africains et armée soudanaise, dans les trafics comme dans la gestion du conflit. Il faut tout de même signaler que si les officiers supérieurs retranchés dans le camp de base d'El Facher se moquaient en général ouvertement de leur mission, il n'en allait pas de même pour certains officiers commandant les secteurs répartis dans les zones sensibles. Ils tentèrent parfois de protéger les civils – ce qui n'était pas dans leur mandat – et avant tout leur propre camp contre des attaques en force, tandis que d'autres se rendaient sans autre forme de procès lorsque des bandits de grand chemin s'interposaient devant leurs véhicules blindés.

Cette « force » qui convenait parfaitement au gouvernement de Khartoum, en accroissant le désarroi de la population, fut cependant remplacée à l'automne 2006 par des « Casques bleus » de l'ONU. Mais la condition posée par Khartoum à la création de cette nouvelle force fut qu'elle ne serait composée que de soldats africains. On ne procéda donc qu'à un simple « rehatting » en bleu des soldats de l'AMIS. Grâce à la prise en charge financière de l'ONU, la force fut être portée à près de 20 000 hommes, sans que son efficacité n'en fût en rien accrue.

Du pétrole et des Chinois : fantasme ou émergence d'un nouveau Grand ?

On a souvent, à tort, présenté cette guerre comme motivée par des perspectives pétrolières ; il n'en est rien : certes, un petit gisement, Abou Gabra, est exploité à la frontière entre Sud-Darfour et Ouest-Kordofan et plusieurs concessions prennent en écharpe, d'ouest en est, les bassins sédimentaires du Sud Darfour. Mais les perspectives sont encore modestes, et l'attention se porte plus sur la cuvette du Haut-Nil, où plusieurs compagnies nationales asiatiques sont en effet présentes. Le Darfour éveille certes l'intérêt de la Chine, mais on peut se demander si ce n'est pas un regard porté plus loin, vers le Tchad et le golfe du Bénin, domaine réservé des compagnies occidentales, du Nigéria au Gabon. Rien n'interdit de penser que la Chine puisse avoir une stratégie de rapprochement de ces gisements, pour l'aider à combler ses besoins gigantesques à venir. Et que la jonction entre le gisement de Roba, au Tchad, avec l'oléoduc soudanais menant à la mer Rouge, ne lui paraisse pas un jour utile, pour exporter à travers le continent africain du brut en Chine par la mer Rouge... Mais on n'en est encore, aujourd'hui, qu'au stade de la politique-fiction.

Mais la Chine est présente, de façon très concrète, au Darfour : armes légères et munitions trouvées sur les champs de bataille proviennent sans doute possible, d'entreprises chinoises. Dans la mesure où le Soudan n'est pas sous embargo en matière d'armements, difficile de reprocher aux Chinois ces exportations appréciées : ils ne se reconnaissent pas responsables de l'utilisation qui en est faite, et aucun contrôle frontalier n'existe entre le reste du Soudan et le Darfour... On peut se demander si ce trou dans les résolutions de l'ONU, visant le Darfour mais pas le Soudan, est volontaire ou non. La Chine, membre permanent du Conseil de Sécurité, n'a ainsi pas eu à opposer son veto à des résolutions inapplicables... Ainsi va l'ONU et le sort du monde : les effets d'annonce y sont plus importants que le maintien de la paix ou l'application du droit des peuples.

La leçon du Darfour est donc amère, et rien ne laisse entrevoir une solution juste à ce drame : ni pardon, ni réconciliation, ni retour en arrière, ni, bien sûr, prise en compte des revendications initiales des groupes rebelles. La population demeure prostrée dans les camps de déplacés, ou bien précairement maintenue dans ses terroirs. La région a disparu des écrans du monde, remplacée par d'autres théâtres de drames.

Mais on peut également en tirer des enseignements précieux en ce qui concerne le déclin de l'Occident : absence de capacité à prendre la mesure des conflits qui se déroulent au Sud et de leurs conséquences pour le Nord ; priorité accordée aux effets médiatiques et politiques internes sur l'action réelle... Ces leçons ne seront pas perdues pour tous au Sud, et

contribueront par un effet cumulatif à réduire à de manière accélérée la capacité des pays occidentaux à peser sur le cours des événements : d'acteur, le Nord devient spectateur de scénarios qui lui échappent.